

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

NOVEMBRE 1972

EXPLOSION AU QUÉBEC

DIFFUSION GRATUITE

Activités paralysées, stations de radio aux mains des travailleurs, villes sous contrôle ouvrier : le printemps dernier a ménagé quelques surprises désagréables aux capitalistes québécois.

A l'origine de cette explosion qui a surpris tout le monde, y compris les dirigeants syndicaux, un conflit entre les fonctionnaires et le gouvernement du Québec.

Depuis un an, les négociations traînaient, le gouvernement refusant de satisfaire les principales revendications des trois syndicats qu'il avait en face de lui (F T Q, Conseils du travail de Montréal, 100.000 membres - C S N, Conseil central des syndicats nationaux, 65.000 membres - C E Q, syndicat d'enseignants, 30.000 membres), à savoir une discussion globale sur la fonction publique, une augmentation de 8 % des salaires (le Gouvernement propose 4,3 % !), un minimum garanti de 100 dollars (1) par semaine (40.000 des travailleurs concernés sur 210.000 touchent 70 dollars), l'égalité des traitements à travail égal (pour les deux sexes, d'une région à l'autre ...) amélioration des régimes de retraite, d'assurance-maladie, enfin plus grande sécurité d'emploi (il était prévu qu'en septembre 5.000 enseignants sur 70.000 perdraient leur emploi).

A la suite d'une grève de 24 h le 28 mars, les syndicats font une concession importante et ne réclament les 100 dollars hebdomadaires qu'au terme d'une période de trois ans ; le gouvernement, lui, assouplit à peine sa position (augmentation des salaires portée à 4,3 % !). C'est l'échec de la négociation et une nouvelle grève, illimitée celle-là, commence le 11 avril. Il y a 200.000 grévistes.

(1) Le dollar canadien vaut environ 5 F

Le Gouvernement adopte immédiatement une position dure : amendes et emprisonnement pour certains grévistes dès le 19 avril, tandis qu'une campagne d'opinion est lancée contre le personnel hospitalier accusé de mettre en péril, par son attitude, la santé des patients. Le 21 avril, une loi est adoptée en 24 h par le Parlement : elle autorise le Gouvernement à mettre fin au conflit par décret ; les syndicats sont privés de leurs droits fondamentaux et de fortes amendes sont prévues pour ceux qui ne respecteraient pas les dispositions du texte voté.

Aussitôt l'aile droite du C S N (représentée par les " 3 D") recommande le respect de la loi et demande la reprise du travail. Bien que 53 % des enseignants et 65 % des membres des deux autres syndicats consultés se soient prononcés contre la fin de la grève (la moitié des grévistes n'a pas pris part au vote), les dirigeants de ce qui va devenir officiellement le "Front Uni" des trois syndicats décident d'arrêter le mouvement le soir même. Ils doivent déployer beaucoup d'énergie et de force de persuasion pour convaincre bon nombre de militants de la base, scandalisés. Ceux-ci, bien que le travail reprenne, organisent du reste les jours suivants des réunions d'information contre la loi.

Le 1er mai se passe sans qu'il y ait de grève et les capitalistes crient victoire. Mais, trop surs d'eux, ils vont commettre une erreur en décidant de faire appliquer rigoureusement la nouvelle loi. Le 6 mai, les trois leaders du Front Uni, PEPIN, LABERGE et CHARBONNEAU, sont condamnés à un an de prison pour avoir demandé au personnel des hôpitaux de se mettre en grève.

C'est alors que se produit l'explosion à laquelle personne ne s'attendait : la base réagit spontanément. Le 9 mai, jour où les trois leaders syndicaux entrent en prison, mouvements de grève, occupations et manifestations naissent un peu partout. Parmi les premiers à se mettre en grève, 3.500 débardeurs et 5.000 enseignants.

Le lendemain, 10 mai, Sept-Iles, agglomération de 22.000 habitants devient une ville "libre", paralysée par la grève et "contrôlée" par les travailleurs, métallos, ouvriers du bâtiment, fonctionnaires, enseignants, employés du port, cheminots et machinistes (1). Tandis que les grévistes occupent la station de radio C K C N, les routes d'accès sont bloquées et les commerces fermés.

Le mouvement fait tâche d'huile dans les villes avoisinantes, notamment dans les centres miniers de Port-Castres, Gagnon et Murdochville. Les débrayages sont massifs, dans toute la province, chez les métallos et les syndiqués du C S N et du C E Q. A Montréal, 80 % des chantiers de construction cessent toute activité, et des débrayages ont lieu dans les hôpitaux et les écoles. De nombreuses stations de radio sont occupées et les techniciens de Radio-Canada se mettent en grève, paralysant l'ensemble du réseau du Québec.

.....

(1) En fait, le mouvement a presque tout de suite été contrôlé par les syndicalistes locaux.

Le 11 mai, intervention d'un détachement de la Sûreté du Québec à Sept-Iles : les routes sont débloquées et la station de radio est reprise aux grévistes sans combat. Mais le même jour, 5.000 travailleurs des mines d'amiante débraient et la ville de Thetford (21.000 habitants), située dans la région de ces mines, passe sous contrôle ouvrier.

Ces mouvements de grève et débrayages s'étendent le 12 mai à certains grands magasins, à la presse (les quotidiens ne paraissent pas à Montréal) et à toute la Côte Nord où plusieurs villes sont aux mains des grévistes. Le Gouvernement, qui commence à s'affoler, demande le 14 mai aux trois leaders syndicaux emprisonnés qu'ils fassent appel pour qu'on puisse les libérer !

En fait, à partir du 15 mai le mouvement s'essoufle tandis que le parti libéral commence à recourir à des moyens fascistes : il demande à ses associations locales de constituer des Comités de vigilance et organise une réunion de non-grévistes dans le secteur de la construction.

Le 17 mai, à la suite d'une déclaration du Ministre du Travail et de la Fonction Publique, qui propose la négociation d'une convention collective, le front commun inter-syndical C S N - F T Q - C E Q lance un appel à la reprise du travail. Du coup, le Gouvernement, qui se sent à nouveau en position de force, fait traîner la libération des leaders emprisonnés, qui ne seront relâchés que le 23 mai.

Dans le même temps, l'aile droite du C S N décide de former une nouvelle centrale ; il s'agit d'une tendance minoritaire, soutenue par les secteurs les plus traditionnels, soit trois fédérations sur onze (bâtiment, vêtement, textiles). Cette scission affaiblit la position des syndicats au moment où ceux-ci ont déjà réduit leur marge de manoeuvre en mettant fin à la grève avant même que la négociation reprenne (1).

Une fois de plus donc les capitalistes ont pu surmonter une situation périlleuse grâce à l'attitude des syndicats. Mais le fait que ceux-ci aient pu mettre fin à un mouvement puissant et spontané qui les avait pris au dépourvu montre bien les limites de ce dernier.

Menacés par l'évolution défavorable de la situation économique, caractérisée par un chômage qui atteint 10 % au Québec, confrontés à un durcissement de l'attitude des capitalistes s'efforçant d'accroître leur exploitation et prête, le cas échéant, à remettre en cause certains droits fondamentaux comme celui de faire grève, les travailleurs du Québec ont su réagir avec force. Leur mouvement, qui a provoqué le plus grave crise sociale du Québec depuis plusieurs années, montre qu'ils ne sont plus dupes de la distinction faite entre capitalistes privés et Etat, puisque c'est contre celui-ci en tant qu'employeur que la réaction s'est déclenchée. De même la lutte s'est placée sur le terrain social, exploité contre exploiteur, et non pas sur celui du nationalisme, francophones contre anglophones : pour les grévistes, peu importait la langue du patron.

...

(1) Cette négociation se poursuivait toujours début octobre.

Mais, bien que spontané au départ, le mouvement n'a pas remis en cause l'organisation syndicale ; malgré ses succès rapides et son extension, il ne s'est pas organisé d'une manière autonome, une fois déclenché. Résultat, les responsables syndicaux ont pu rapidement reprendre le contrôle de la situation.

Néanmoins les bureaucrates auront sans doute plus de mal dorénavant pour s'imposer à une base qui vient de découvrir sa force et qui ne semble pas disposée à voir s'accroître son exploitation.

Cette attitude est d'autant plus intéressante qu'elle se manifeste dans la région du globe où le capitalisme est le plus développé, le Canada n'étant que l'appendice de la puissance économique américaine. C'est la première fois depuis de longues années, qu'un mouvement de cette importance se déclenche en Amérique du Nord, donc là où le capitalisme est le plus concentré. Et c'est précisément à cause de cette concentration (celle-ci engendre notamment la création de villes centrées sur une activité industrielle qui occupe l'essentiel de la population) qu'une lutte du type de celle qui vient d'avoir lieu a débouché immédiatement sur l'occupation de villes et des moyens d'expression essentiels que sont la radio et la télévision.

PAIN D'AUTRUI A
BON GOUT (PROVERBE RUSSE)

La saison 1972 / 1973 promet de faire le bonheur des sociétés de commerce de grains, esse tiellement aux Etats-Unis : on prévoit en effet une augmentation de 20 % du commerce mondial dans ce domaine. Les commandes actuelles représentent d'ailleurs, selon le Conseil International du blé, l'"événement le plus dramatique du marché mondial du blé depuis la seconde guerre mondiale". On se demandera peut-être quel pays sous-développé à l'économie arriérée, ou quelle contrée surpeuplée a pu passer des commandes telles qu'elles accélèrent à ce point des exportations jusque là plus ou moins stagnantes. Pourtant ce blé n'est pas destiné aux Bantous ni aux citoyens de Hong-Kong, mais bien à un pays largement agricole, qu'on nous présente encore parfois comme le pionnier du "socialisme". C'est bien en effet l'U R S S qui va remplir les caisses des supporters de M. NIXON, par des importations massives de grains à la suite de récoltes qu'on nous présente comme catastrophiques.